

considéré dans son ensemble plutôt que sous un aspect parcellaire?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, il ne fait pas de doute qu'une telle vente, si elle était possible, serait au préalable étudiée par tous les organismes gouvernementaux intéressés, notamment par la Commission des grains et la Commission canadienne du blé.

QUESTIONS OUVRIÈRES

DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU MINISTRE CONCERNANT L'EXPANSION DU PROGRAMME DE LA MAIN-D'ŒUVRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Il est certes au courant du discours prononcé samedi soir, à Toronto, devant les membres de l'Association libérale d'York-Scarborough, par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, car ces propos ont fait la manchette de la troisième page du *Globe and Mail* de ce matin. Le ministre exposait-il la politique du gouvernement lorsqu'il a dit que le gouvernement devrait d'abord offrir des octrois plus généreux à ceux qui doivent se déplacer pour aller chercher du travail; deuxièmement, élargir la portée du programme des régions désignées et, troisièmement, accroître ses dépenses pour la recherche industrielle? Si telle est la politique du gouvernement, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre quand il s'attend de présenter la mesure législative nécessaire pour donner suite à cet important changement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant sait qu'il serait malséant de ma part de commenter des nouvelles parues dans les journaux, surtout en manchette, et consacrées à la déclaration de mon collègue. J'examinerai volontiers le texte de la déclaration. Je rappellerais à mon ami qu'il est au courant des importantes mesures de conception hardie prises par le gouvernement dans ce domaine; nous sommes à les rendre, je pense, plus efficaces.

L'hon. M. Hees: Une question complémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Estime-t-il inexact le reportage paru à la troisième page du *Globe and Mail* d'aujourd'hui?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LE SIGM DEVANT UN TRIBUNAL AMÉRICAIN: IMPLICATION D'UN FONCTIONNAIRE CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Ma question, adressée au ministre du Travail, se fonde sur des renseignements en provenance de Chicago. Le ministre sait-il qu'un tribunal américain à Chicago a trouvé M. Donald Swait, secrétaire-trésorier du Syndicat international des gens de mer, complice dans une affaire impliquant cinq personnes accusées d'avoir fait sauter un navire canadien et des embranchements portuaires et d'avoir transporté de la dynamite d'un état à un autre pour accomplir leurs forfaits? Pourrait-il communiquer à la Chambre d'autres renseignements sur cette très sérieuse affaire?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Les seuls renseignements que je possède, monsieur l'Orateur, se trouvent sur l'avis que m'a fait parvenir le député de Kootenay-Ouest. Nous enquêtons sur les faits mentionnés et, lorsque j'aurai reçu des renseignements plus précis, je serai heureux d'informer la Chambre sur le bien-fondé des allégations.

Si les déclarations sont vraies, elles ne font que confirmer celle de mon prédécesseur, le ministre actuel de la Santé nationale et du Bien-être social; il a dit en effet que les autorités canadiennes avaient obtenu la collaboration de leurs homologues américains qui enquêtaient sur les bombardements, disant que des accusations seraient portées au moment opportun.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Me permettra-t-on une question supplémentaire? Prend-on les dispositions nécessaires pour faire comparaître la Commission de tutelle devant un comité permanent de la Chambre?

L'hon. M. Nicholson: Je croyais avoir répondu à cette question. J'ai dit que les administrateurs étaient en train de préparer leur rapport annuel pour 1966, et qu'après la présentation de celui-ci, rien ne me permettait de croire qu'on ne pourrait les convoquer pour qu'ils répondent du contenu de ce rapport.

L'HABITATION

L'INSUFFISANCE DES PRÊTS DANS LES RÉGIONS RICHES EN RESSOURCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au mi-